



Pour la défense de nos libertés individuelles et collectives : retrait du projet de loi de sécurité globale !

Depuis le 17 novembre, a commencé à l'assemblée nationale la discussion de la proposition de loi relative à « la sécurité globale », dans le cadre d'une procédure accélérée.

Ce texte contient de nombreuses atteintes au droit de la vie privée, à la liberté d'informer, au principe d'égalité, à la liberté de la presse, au droit de manifester et à des principes constitutionnels. D'autant plus que ces dernières années, la répression syndicale s'est largement accentuée.

Il suscite une opposition très large dans la société : la Ligue des Droits de l'Homme, la Libre Pensée, les syndicats de journalistes ou d'avocats, la défenseure des droits, la commission nationale consultative des droits de l'homme et même le conseil des droits de l'homme de l'ONU...

Des dizaines de milliers de citoyen-nes ont déjà manifesté contre ce projet dans tout le pays ces derniers jours.

Pour nos organisations syndicales, les nouvelles dispositions en discussion ont pour vocation de faciliter la répression des militant-es et d'intensifier les pratiques de passage, de gaz et grenades lacrymogènes. L'utilisation de caméras et drones permettant la reconnaissance faciale des militant-es lors de manifestations constitue un outil supplémentaire de surveillance généralisée.

La liberté de la presse est également dans le viseur avec la création d'un nouveau délit qui empêche la diffusion d'images des personnels de police ou de gendarmerie.

Par ailleurs, les entreprises de sécurité privée se voient habilitées à exercer des missions de service public. Les polices municipales se voient dotées de prérogatives importantes qui relèvent pourtant des missions de l'État.

Pour toutes ces raisons nous exigeons le retrait de ce projet de loi qui s'oppose au principe républicain « Liberté – Egalité – Fraternité » et s'en prend aux libertés fondamentales dont celle de manifester.

Nous appelons les salarié-es, retraité-es, les personnes privées d'emploi et tous les citoyens et citoyennes attaché-es à la démocratie à participer au rassemblement devant la Préfecture le samedi 21 novembre à 14h30.

Nous appelons à venir manifester avec des masques et dans le respect des gestes barrières.